



Mardi 12 octobre 1954,
à 10 h. 45

New-York

SOMMAIRE

	Page
Point 49 de l'ordre du jour (suite):	
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa sixième session (à l'exception du chapitre III) [suite]	21

Président: M. Francisco V. GARCIA AMADOR
(Cuba).

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa sixième session (à l'exception du chapitre III) [A/2693, A/C.6/L.329, A/C.6/L.330] (suite)

Chapitre II. — La nationalité, y compris l'apatridie (suite)

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. PETRZELKA (Tchécoslovaquie) déclare que les deux projets de conventions préparés par la Commission du droit international empiètent sur un domaine qui relève exclusivement de la compétence nationale des Etats. La nationalité et son antonyme, l'apatridie, sont réglementées par la législation interne que chaque Etat adopte dans l'exercice de sa souveraineté. C'est pourquoi il n'est que naturel de voir dans le présent débat la majorité des délégations examiner les projets de conventions à la lumière de leurs législations nationales respectives, qui répondent à des exigences précises, et manifester une certaine réticence à l'égard d'un texte qui obligerait les gouvernements à modifier une législation qui par ailleurs leur donne satisfaction. Les objections élevées contre les deux textes sont fondées sur les lois en vigueur dans les différents pays. Elles sont valables, et on ne saurait les écarter en disant, comme le fait la commission au paragraphe 12 de son rapport, qu'elles ne sont pas "décisives". En agissant ainsi au mépris des législations en vigueur, on va nettement à l'encontre de l'objectif de la Commission du droit international, qui est précisément de codifier ces législations.

2. M. Petrzelka rappelle à ce sujet que même la Convention concernant certaines questions relatives aux conflits des lois sur la nationalité, signée à La Haye en 1930 — convention qui pourtant reconnaissait que la question de la nationalité relève essentiellement de la souveraineté nationale et qui n'abordait qu'un aspect particulier du problème — n'a été ratifiée que par un très petit nombre de pays. Quant au Protocole de 1930 relatif à un cas d'apatridie, il n'est même pas entré en vigueur faute d'un nombre suffisant de ratifications. C'est là une conséquence de la réticence bien naturelle des Etats à admettre que leur compétence souveraine en matière de nationalité soit aucunement restreinte.

D'ailleurs l'un des meilleurs manuels de droit international, l'ouvrage d'Oppenheim¹, dont la dernière édition fut éditée par le professeur Lauterpacht, membre de la Commission du droit international, reconnaît sans réserve le principe de la souveraineté absolue des Etats en matière de nationalité.

3. Au mépris de ce principe, la commission a rattaché la nationalité au *jus soli*, bien que la règle du *jus sanguinis* l'emporte dans de nombreux pays. On peut difficilement attendre d'un Etat qu'il abandonne le *jus sanguinis* au profit du *jus soli*. Comme l'a fait observer le professeur Charles de Visscher dans *Théories et réalités en droit international public*², chaque Etat a sa politique de nationalité, et les facteurs qui la déterminent varient de pays à pays.

4. Les deux projets de conventions présentent également l'inconvénient d'être fondés sur la notion selon laquelle l'individu est un sujet de droit international. On retrouve cette notion dans les articles 7 et 8 des projets, qui privent l'Etat de certains droits essentiels en ce qui concerne ses rapports avec ses propres nationaux, ainsi que dans les articles visant à créer un organe qui serait chargé d'agir au nom des apatrides, et un tribunal qui connaîtrait des plaintes des individus contre les Etats. La délégation tchécoslovaque rejette catégoriquement cette solution, qui placerait les individus sur un pied d'égalité avec les Etats. Il semble y avoir une tendance, dans certains milieux, à préconiser un abandon graduel de la souveraineté de la part des Etats. Or le droit international est, par définition, le droit qui régit les relations entre Etats, et les Etats seuls sont sujets de droit international. Cette thèse est confirmée par des autorités aussi éminentes qu'Oppenheim et le professeur Krylov, qui estiment que l'Etat est sujet immédiat de droit international et qu'un individu ne peut être représenté que par l'Etat dont il relève. Aussi n'est-ce que par la législation nationale que l'individu peut faire valoir ses revendications. Les articles 7 et 8 des deux projets, qui vont jusqu'à subordonner les intérêts de l'Etat à ceux des individus, ouvrent la voie à une ingérence directe dans des questions qui relèvent de la juridiction nationale des Etats.

5. Il est assurément souhaitable d'éliminer l'apatridie, mais le meilleur moyen d'y parvenir est de recourir à la législation interne, comme l'a fait, du reste, la Tchécoslovaquie après la deuxième guerre mondiale.

6. La Commission du droit international se laisse fréquemment guider dans ses travaux par les théories juridiques de certains de ses membres, au lieu de se fonder sur le droit en vigueur. Dans cette mesure, l'œuvre de la commission ne saurait refléter le droit

¹ L. Oppenheim, *International law—a treatise*, 7^{ème} édition, revue par H. Lauterpacht, Longmans, Green and Co., Londres-New-York-Toronto, 1952.

² Editions A. Pedone, Paris, 1953.

international actuel ni contribuer à la solution juridique des problèmes qu'elle examine. La délégation tchécoslovaque serait heureuse qu'à l'avenir la Commission du droit international s'en tienne de plus près aux termes de son statut.

7. La délégation de la Tchécoslovaquie se réserve le droit de revenir sur la question en discussion.

8. M. ANAYA (Colombie) déclare que la Commission doit d'abord déterminer la procédure à suivre au sujet des projets de conventions élaborés par la Commission du droit international.

9. Tout en reconnaissant la valeur des arguments qui militent en faveur d'une conférence de plénipotentiaires, il estime que la Sixième Commission devrait examiner dès maintenant les projets de conventions eux-mêmes. L'attitude générale des représentants, qui sont partisans d'éliminer, ou tout au moins de réduire, l'apatridie, facilitera les travaux. En outre, un certain nombre d'entre eux ont déclaré qu'ils étaient prêts à aborder les projets de conventions quant au fond. La Commission bénéficierait de la présence de cinq des quinze membres de la Commission du droit international. D'ailleurs, une conférence de plénipotentiaires pourrait difficilement faire mieux que la Sixième Commission, car on y retrouverait sans aucun doute les mêmes représentants. De plus, s'il est vrai que quinze gouvernements seulement ont envoyé des observations sur les projets, leurs réponses n'en donnent pas moins une bonne idée des principales objections des Etats à l'égard des projets, ainsi que des concessions à faire si l'on veut que ces projets soient adoptés. Les Etats qui n'ont pas présenté d'observations pourraient faire connaître leur point de vue au cours de la discussion générale. Dans les pays d'Amérique latine, qui représentent un tiers des Nations Unies, le problème de l'apatridie n'existe pas.

10. Pour ces raisons, M. Anaya propose qu'à l'instar de la récente Conférence sur le statut des apatrides, la Commission entreprenne de mettre sur pied, sur la base des deux textes en discussion, un projet de convention qui rallierait les thèses divergentes.

11. M. WIKBORG (Norvège) rend hommage aux efforts qu'a déployés la Commission du droit international pour résoudre ce grand problème social qu'est l'apatridie.

12. Le Gouvernement norvégien, comme il l'a signalé dans ses observations (A/2693, annexe, 11), a récemment adopté, après consultation avec les Gouvernements du Danemark et de la Suède, des lois sur la nationalité qui diffèrent à certains égards des dispositions prévues par les deux projets de conventions, et il hésiterait à apporter à ces textes des modifications qui ne seraient pas également acceptées par le Danemark et par la Suède. Néanmoins, le Gouvernement norvégien envisagerait de le faire si la convention élaborée pouvait être acceptée par un nombre suffisant de pays.

13. Comme les deux projets soulèvent des objections et qu'un petit nombre de gouvernements seulement ont présenté leurs observations, il semble nettement prématuré d'examiner ces textes en détail. L'Assemblée générale devrait plutôt demander aux gouvernements qui ne l'ont pas encore fait d'envoyer leurs observations, et renvoyer les questions de la nationalité et de l'apatridie au Conseil économique et social ou à un comité spécial; elle pourrait ainsi se prononcer définitivement à sa onzième session.

14. M. Wikborg appuiera donc, sous réserve de quelques modifications de détail, le projet de résolution des Pays-Bas (A/C.6/L.329), qui est pratique et qui permettra de poursuivre au mieux les travaux entrepris par la Commission du droit international. Si le projet des Pays-Bas est rejeté, la délégation norvégienne votera pour le projet de résolution de la Syrie (A/C.6/L.330). La préoccupation principale de la Commission doit être d'arriver à une solution satisfaisante et efficace du problème de l'apatridie.

15. Sir Gerald FITZMAURICE (Royaume-Uni) déclare que sa délégation reste disposée à examiner les projets de conventions quant au fond, mais qu'elle se rangera à l'avis de la Commission si celle-ci pense qu'une décision serait prématurée.

16. L'un des deux projets de résolution dont est saisie la Commission, celui de la Syrie (A/C.6/L.330), est inacceptable car il aboutirait pratiquement à remettre *sine die* l'examen du problème. Après que la Commission du droit international eut inscrit la question de la nationalité, y compris l'apatridie, sur la liste des sujets qu'elle devait codifier, le Conseil économique et social lui a demandé de donner priorité à cette question; le Conseil est donc, en un sens, responsable de l'élaboration des projets de conventions.

17. L'une des objections soulevées contre les projets de conventions est que la nationalité et l'apatridie relèvent de la juridiction interne des Etats. Ceci est parfaitement vrai, mais la question a également des aspects internationaux, par exemple lorsqu'un Etat prive une personne de sa nationalité pour empêcher un autre Etat de la refouler sur son pays d'origine en tant qu'indésirable.

18. Comme l'a déjà signalé le Président de la Commission du droit international (400ème séance), celle-ci, après avoir fini ses travaux, a communiqué les deux projets de conventions au Conseil économique et social. Le Conseil a donc été saisi de la question à sa dix-septième session et a approuvé les principes dont s'inspirent les deux projets de conventions, ce qui est tout ce qu'il pouvait faire en l'espèce, car sa compétence ne s'étend pas aux questions juridiques.

19. Le premier et le dernier alinéas du préambule du projet de résolution de la Syrie (A/C.6/L.330) ne correspondent pas aux faits. D'une part, le Conseil économique et social n'a pas soumis le problème de l'apatridie à la Commission du droit international: il lui a seulement demandé de l'examiner en priorité; d'autre part, le Conseil a déjà eu l'occasion d'examiner les projets de conventions à sa dix-septième session.

20. Pour ces raisons, la délégation du Royaume-Uni ne pourra pas appuyer le projet de résolution de la Syrie. Elle votera pour le projet de résolution des Pays-Bas (A/C.6/L.329), qui est modéré et prudent, et qui donne l'assurance que la question ne sera pas abandonnée.

21. M. ALFARO (Panama) peut, en tant qu'ancien membre de la Commission du droit international, assurer la Sixième Commission que les projets de conventions sont le fruit d'une étude minutieuse, et que l'on a tenu compte, en les élaborant, à la fois des aspects juridiques et humanitaires du problème et des observations reçues des gouvernements. Chaque délégation peut certes s'opposer à l'un ou à l'autre des projets, ou même aux deux; elle peut aussi proposer des amendements dans un esprit constructif. Mais c'est se mé-

prendre complètement que de prétendre que ces deux textes contreviennent de quelque façon que ce soit au droit international ou à la Charte des Nations Unies. Bien au contraire. En soulignant le désir général de paix et de sécurité internationales, la Charte fait une place éminente à la dignité de la personne humaine, à l'égalité, et au caractère sacré des droits de l'homme. Depuis, ces droits ont été précisés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme; or, celle-ci mentionne expressément le droit à la nationalité. Les projets élaborés par la Commission du droit international correspondent donc entièrement à l'esprit de ces grands instruments internationaux et ne visent qu'à leur donner effet dans la pratique.

22. Il ne semble pas que l'on puisse valablement objecter que les deux projets de conventions intéressent un domaine qui relève exclusivement de la compétence interne des États. La réglementation de la nationalité est sans doute une question d'ordre interne, mais c'est aussi une question d'importance internationale. Les États sont si étroitement liés entre eux par des liens économiques et sociaux qu'il faut pouvoir déterminer aisément quelle est la nationalité d'un individu. L'apatridie trouble les relations internationales, impose aux États des responsabilités et des charges très lourdes à supporter, et constitue une situation intolérable pour les malheureux qui en sont victimes. Il faut donc s'efforcer, par des mesures internationales, de remédier aux maux qu'entraîne l'apatridie.

23. Certaines délégations semblent avoir l'impression que les projets de conventions visent à imposer aux États des obligations incompatibles avec leur législation interne. Cette impression est tout à fait fautive. Une convention ne peut lier que les États qui la signent et la ratifient volontairement dans l'exercice de leur souveraineté. Il semble d'autre part qu'un nombre appréciable d'États soient disposés à le faire, puisque les projets sont le résultat d'un désir généralisé de prendre au moins quelques mesures initiales pour mettre fin à un fléau.

24. On a dit également que les conventions envisagées n'étaient que rêves idéalistes. Si l'on veut dire par là que les propositions sont impossibles à mettre en œuvre dans la pratique, M. Alfaro proteste énergiquement. Si les États croient vraiment à ce que dit le Conseil économique et social dans ses résolutions, les conventions peuvent être appliquées sans difficulté. Elles donneraient une solution positive à un problème que le droit international traditionnel ne peut pas résoudre seul. D'autre part, toutes les grandes réalisations de l'esprit humain ont été des victoires de l'idéalisme sur le mal; les hommes qui, dans le passé, ont défendu la cause de la liberté, méprisant les obstacles, étaient avant tout des idéalistes. Par conséquent, si les idéalistes ont déjà pu obtenir que soient respectées la souveraineté du peuple et la justice internationale, et que soient supprimés la piraterie et l'esclavage, on peut espérer qu'ils pourront remporter une nouvelle victoire et supprimer l'apatridie. Aucune doctrine, aucun intérêt national, ne doit faire obstacle à une action commune pour remporter cette victoire.

25. Pour les raisons que M. Alfaro vient d'exposer, la délégation du Panama appuie par principe les projets élaborés par la Commission du droit international. La seule question qui se pose est celle de savoir quelle procédure l'Assemblée générale doit adopter. Le renvoi de la question au Conseil économique et social ne

semble pas acceptable puisque le Conseil ne peut rien faire que ne puisse faire l'Assemblée générale. Si donc la Sixième Commission propose le renvoi au Conseil, elle ne fera qu'éluider ses responsabilités.

26. Trois solutions s'offrent à la Commission. Premièrement, elle peut essayer de donner une rédaction définitive aux conventions. Deuxièmement, elle peut reconnaître qu'aucune convention ne peut à l'heure actuelle être acceptée. Troisièmement, solution intermédiaire, elle peut décider de réunir une documentation plus importante en demandant aux gouvernements de présenter leurs observations avant de donner une solution définitive au problème. Dans ce cas, la solution consistant à convoquer une conférence de plénipotentiaires, à laquelle pourraient assister des diplomates et des politiciens, ne semble guère satisfaisante.

27. La délégation panaméenne se prononce donc en faveur de la première solution. Pour commencer, la Commission pourrait procéder ainsi:

1. Elle pourrait, à l'issue de la discussion générale, décider si elle doit faire rapport à l'Assemblée générale.

2. Dans le cas d'une décision négative, elle examinerait les diverses solutions possibles.

3. Dans le cas d'une décision positive, elle déciderait si elle doit examiner les deux projets de conventions ou seulement l'un d'entre eux.

4. Après avoir tranché cette dernière question, elle passerait à la discussion, article par article, du projet choisi ou des deux projets.

5. Après cet examen, elle déciderait si le texte doit être soumis à l'Assemblée générale ou communiqué aux gouvernements afin qu'ils formulent leurs observations.

28. M. NINCIC (Yougoslavie) déclare que le problème de l'apatridie n'intéresse pas directement la Yougoslavie, dont la législation est conçue de telle manière qu'il est extrêmement improbable que le problème se pose jamais. Il s'agit néanmoins d'un problème extrêmement important, à la fois du point de vue international et pour les individus intéressés. Il est clair aussi que c'est sur le plan international qu'il faut chercher à résoudre un problème de ce genre. C'est l'une des prérogatives de l'État souverain que d'assumer certaines obligations internationales, y compris celle de modifier volontairement la législation interne pour résoudre des problèmes qui débordent les frontières nationales. La méthode adoptée par l'Organisation des Nations Unies est donc bonne et même logique.

29. Il n'y a entre les deux projets de conventions soumis par la Commission du droit international qu'une différence de degré. Le but ultime de l'un d'eux est l'élimination de l'apatridie tandis que l'autre fait la part des réalités.

30. Certaines dispositions exigent d'être modifiées, mais le moment n'est pas encore venu de discuter le contenu des projets. Il y a encore des divergences profondes d'opinion sur la question, et un large soutien est absolument indispensable pour un instrument international de cette nature.

31. Parmi les différentes suggestions qui ont été faites au sujet de la décision que doit prendre maintenant la Sixième Commission, le projet de résolution des Pays-Bas (A/C.6/L.329) semble le plus empreint du sens des réalités en ce qu'il tient compte à la fois de l'oppor-

tunité de faire quelque progrès en la matière et du fait que ce progrès ne peut avoir lieu que si un nombre suffisant d'États consentent à participer aux travaux.

32. M. WAHAB (Irak) estime, comme les précédents orateurs, que le moment n'est pas encore venu d'examiner en détail le problème de l'apatridie. Les deux projets de conventions représentent un effort méritoire de la part de la Commission du droit international, et certains des principes énoncés sont heureux. Toutefois, la proposition contenue dans l'article 12 des deux projets semble prématurée.

33. En Irak, certaines des règles proposées par la commission sont déjà en vigueur, mais d'autres exigeraient des modifications de la loi et de la pratique nationales. C'est d'ailleurs là que semble se trouver la principale source de difficultés pour de nombreux pays. La législation d'un pays n'est que le reflet des conditions politiques, sociales et économiques qui y règnent, et l'on ne peut donc guère compter qu'un État modifiera sa législation tant que les conditions qui ont rendu nécessaire cette législation n'auront pas elles-mêmes changé.

34. On doit regretter que, alors que le préambule des deux projets de conventions parle "des souffrances et des difficultés que réproouve la conscience universelle et qui portent atteinte à la dignité humaine", aucun des deux projets ne fasse mention de l'apatridie qui résulte directement de l'agression. Lorsqu'on pense aux terribles conséquences des récentes agressions, on ne peut que déplorer que cette regrettable omission n'enlève de leur valeur aux projets.

35. C'est pourquoi il est nécessaire de trouver une formule qui laisse tout loisir d'examiner attentivement le problème tout entier. Les idées qui inspirent les projets de résolutions présentés par les Pays-Bas et par la Syrie ne s'excluent pas mutuellement; en fait, elles se complètent.

36. Le représentant de l'Irak se réserve le droit de soumettre, le moment venu, des observations détaillées sur ces deux projets de résolutions.

37. M. HSU (Chine) rappelle que l'Assemblée générale a élu tout récemment deux membres de la Commission du droit international à la Cour internationale de Justice. Ces deux juristes ont participé très activement à l'élaboration des projets de conventions. Peut-être la Commission pourrait-elle voir dans cette élection l'indice que les projets ne sont pas aussi mauvais que certaines délégations paraissent le croire.

38. La Commission du droit international n'est pas une académie consacrée avant tout à la recherche. Il s'agit d'un organe technique créé par l'Assemblée générale pour l'assister dans la mise en œuvre de l'Article 13 de la Charte. Dans ces conditions, elle ne peut guère aider à encourager le développement progressif du droit international si elle répète constamment au monde que les pays sont préoccupés surtout par leurs intérêts et étroitement nationalistes et que la vie internationale est pleine de dangers politiques et juridiques. La Commission du droit international ne ferait pas non plus progresser la codification du droit international si elle devait ignorer le principe du développement progressif et se borner à confirmer le droit établi, indifférente aux circonstances nouvelles et oublieuse de l'interdépendance croissante des nations.

39. Certes les deux projets dont la Sixième Commission est saisie peuvent être améliorés. Les préam-

bules auraient pu être rédigés en termes plus modérés. On aurait pu permettre des réserves, et il n'était pas besoin de présenter sous forme d'obligation le droit de l'individu à une nationalité. Cela dit, il paraît déplacé de critiquer les projets uniquement parce qu'ils nécessiteraient une modification des législations nationales, car jamais ces projets n'auraient été nécessaires si les lois nationales n'avaient pas été elles-mêmes une cause d'apatridie aussi bien qu'un instrument pouvant servir à éliminer l'apatridie.

40. Il semble également qu'on ait tort de reprocher aux projets de conventions d'être une source possible de maux nouveaux et de risques, par exemple d'inciter les gouvernements à rendre plus sévères les restrictions à l'admission des réfugiés. A tout le moins, il faut présumer la bonne foi des gouvernements.

41. La plus injuste de toutes les critiques consiste à dire que les projets sont du domaine de l'idéal. On n'aurait pas donné priorité à l'étude de la question si le Conseil économique et social, mû par un idéalisme bien compréhensible, ne l'avait pas demandé. La question qu'il est juste de poser est celle de savoir si les projets sont conçus de manière rationnelle et non pas celle de savoir si tout le monde peut les accepter commodément.

42. Le droit international actuel admet que la nationalité est le lien qui l'unit à l'individu, mais il admet aussi que la nationalité est une question qui relève de la compétence interne des États. Comme les lois nationales tendent à entrer en conflit et comme la souveraineté est susceptible d'abus, le deuxième postulat a eu pour résultat de priver les individus des avantages qui leur sont dus en vertu du premier. L'apatridie est la conséquence naturelle de ce phénomène. Ce fléau ne peut être vaincu que si l'un des postulats est modifié. Il n'est que raisonnable de choisir de modifier le deuxième. En essayant de le faire, les auteurs des projets de conventions semblent avoir été bien inspirés.

43. D'une manière générale, les projets paraissent non seulement conçus de façon rationnelle, mais aussi en parfaite harmonie avec la tendance du droit international. Un tribunal ne peut pas imposer le respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais cette Déclaration constitue certainement une base satisfaisante pour formuler et adapter le droit international.

44. Il semble déplacé de prétendre que l'on a eu tort, dans l'article 11, de faire de l'individu un sujet de droit international. L'individu qui n'a pas d'État pour le protéger a droit à une protection internationale directe. En outre, il serait étrange, alors que les délinquants du droit international tels que les pirates ou les auteurs de crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité sont devenus sujets de droit international, de considérer comme ne relevant pas de ce droit les apatrides, qui ont besoin de protection.

45. Pour les raisons qui précèdent, la meilleure solution consisterait à renvoyer les projets à une sous-commission qui serait chargée de les étudier. On pourrait ensuite recommander aux États d'accepter le texte définitif, comme on l'a fait pour la convention sur le génocide. En tout cas, quelle que soit la procédure adoptée, un échec éventuel sur cette question extrêmement importante ne pourrait être attribué à la Commission du droit international.

46. U HTUN TIN (Birmanie) tient à associer la délégation birmane à celles qui ont rendu hommage à

la Commission du droit international pour ses travaux remarquables sur une question complexe.

47. Si la délégation birmane n'a pas formulé d'observations sur les deux projets de conventions dont la Sixième Commission est saisie, ce n'est pas par indifférence pour le sort des apatrides, mais parce que le problème de l'apatridie ne se pose pas en Birmanie, où les lois sur la nationalité sont libérales.

48. Au cours de la discussion générale, un certain nombre d'orateurs ont fait observer qu'il était difficile d'adopter un système uniforme et parfait pour résoudre le problème de l'apatridie, étant donné que chaque pays se trouve en présence de difficultés particulières. La délégation birmane estime donc que les projets de conventions devraient faire l'objet d'une nouvelle étude afin de tenir compte des situations différentes. La meilleure solution consisterait à renvoyer les projets au Conseil économique et social ou à une conférence de plénipotentiaires.

49. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que le principe selon lequel tout individu a droit à une nationalité a été proclamé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce principe a été approuvé par tous les Etats Membres, qui tous ont reconnu la nécessité de l'appliquer. Les seules divergences d'opinion ont trait aux modalités de cette application.

50. Selon M. Morozov, les Etats devraient d'abord, dans un instrument comme le projet de pacte relatif aux droits civils et politiques, par exemple, assumer l'obligation générale de mettre ce principe en œuvre et s'acquitter ensuite de l'obligation ainsi assumée en édictant les lois nécessaires.

51. M. Morozov envisage les deux projets de conventions relatifs à l'apatridie sous le même angle. C'est un principe reconnu que la nationalité relève de la compétence nationale des Etats, et que les questions ayant trait à la nationalité doivent être résolues en toute indépendance par les Etats eux-mêmes. Les projets de conventions contiennent un certain nombre de dispositions incompatibles avec ce principe; c'est pourquoi le représentant de l'Union soviétique se joint à ceux des orateurs précédents, notamment aux représentants de la RSS de Biélorussie et de la Tchécoslovaquie, qui ont fait observer, en y insistant à juste titre, que l'article 11 des projets de conventions transgressait un autre principe fondamental, celui selon lequel seuls les Etats sont sujets de droit international.

52. A la précédente séance, le représentant des Pays-Bas a rejeté ces arguments en déclarant purement et simplement que les projets de conventions ne violaient aucunement le droit international, étant donné que les Etats sont libres de limiter leur souveraineté. Toutefois, si les Etats admettaient à tort que des individus ou des organisations non gouvernementales, ou des entités quelconques autres que les Etats, peuvent être sujets de droit international, ils porteraient une telle atteinte à la nature même de ce droit qu'il cesserait d'être droit international, connu et pratiqué par la communauté internationale, pour devenir quelque chose de tout à fait différent.

53. M. Morozov n'est aucunement disposé à suivre le représentant des Pays-Bas sur ce terrain dangereux; il ne peut examiner les projets de conventions qu'en tant qu'ils constituent un effort en vue de favoriser le développement progressif et la codification du droit

international. Cet effort s'est de toute évidence terminé par un échec; les projets de conventions violent les principes fondamentaux du droit international dont a parlé le représentant de l'Union soviétique, et c'est pourquoi, au cours de la discussion générale, les orateurs ont l'un après l'autre — bien que reconnaissant tous que tout individu a droit à une nationalité — déclaré qu'ils n'étaient pas en mesure d'approuver ces textes.

54. L'Union soviétique possède d'excellentes lois sur la nationalité, qui ne font aucune discrimination, et elle ne connaît pas le problème de l'apatridie. M. Morozov se rend compte que le problème se pose dans d'autres pays, de façon plus ou moins aiguë, mais il estime que l'Organisation des Nations Unies doit se borner à reconnaître d'une manière générale la nécessité de prendre des mesures pour supprimer l'apatridie et laisser à chacun des pays intéressés le soin de prendre les mesures voulues en tenant compte de sa situation particulière.

55. La délégation de l'URSS votera donc contre le projet de résolution des Pays-Bas (A/C.6/L.329) car, lorsqu'il spécifie qu'une conférence de plénipotentiaires ne sera convoquée que si vingt Etats font savoir qu'ils sont disposés à y participer, ce texte donne l'impression que la Commission accepte que les projets de conventions servent de base aux futurs travaux et en approuve par conséquent les principes fondamentaux. Tel n'est certainement pas le cas. Si un groupe d'Etats le désire, il est parfaitement libre de convoquer une conférence chargée d'étudier les projets de conventions, mais l'Assemblée générale ne devrait pas accorder son appui à une telle entreprise.

56. M. MAURTUA (Pérou) déclare que la Commission du droit international mérite des éloges pour les travaux excellents qu'elle a effectués sur un sujet extrêmement difficile.

57. Il semble toutefois qu'en dépit des sentiments humanitaires qui ont inspiré les textes qu'elle a élaborés, les gouvernements ne peuvent accepter aucun des deux projets de conventions soumis par la commission. Il ne faudrait pas pour cela renoncer à tout espoir de succès. La tâche du législateur international est plus complexe que celle du législateur national, étant donné que les traités et les conventions sont des instruments qui doivent produire leurs effets à l'égard d'Etats souverains, et ne peuvent être appliqués que si ces derniers y consentent. Le principe de la souveraineté des Etats n'a été modifié en rien ni par le développement récent de la coopération internationale ni par les notions sociales et humanitaires qui sont apparues dans les discussions relatives au droit international. Par conséquent, lorsqu'ils élaborent des textes, les organismes techniques chargés de légiférer sur le plan international devraient tenir compte du fait que les hommes d'Etat changent constamment la valeur relative qu'ils attachent aux éléments constitutifs de la personnalité de l'Etat. Ces organismes devraient tenir compte des réalités d'une situation donnée à un moment donné, afin que les règles qu'ils énoncent cristallisent les notions juridiques qui sont admises ou peuvent l'être au moment où ils s'acquittent de leur tâche. Ils se trouveraient en présence de difficultés qui pourraient sembler insurmontables; mais il ne faudrait pas pour cela qu'ils renoncent à étudier une question. Ils devraient, au contraire, attendre le moment opportun, c'est-à-dire celui où les Etats seront prêts à coopérer dans le domaine dont il

s'agit. Il importe peu que leur œuvre consiste à préciser le droit international, à le codifier ou à le développer; ce qui est important, c'est qu'ils élaborent des règles que les Etats acceptent, non pas pour faire preuve de bonne volonté, mais parce qu'elles correspondent au point où ils en sont arrivés dans leur évolution juridique, parce qu'elles répondent à leurs besoins et donnent satisfaction à leur sens de justice. Telle est la méthode de travail que la Commission du droit international — et aussi la Sixième Commission — devraient adopter.

58. La Commission du droit international a fait un effort sérieux pour résoudre le problème de l'apatridie, mais elle n'a pas réussi à trouver une solution définitive, car elle a fait figurer dans les projets de conventions qu'elle a élaborés des clauses incompatibles avec les dispositions constitutionnelles de nombreux Etats et avec le principe de la compétence nationale des Etats. On a dit que les Etats étaient libres de renoncer à une partie de leur souveraineté et devaient le faire s'ils souhaitaient réellement résoudre le problème de l'apatridie. Mais il n'y a là qu'une demi-vérité; les institutions juridiques qui sont le résultat d'une longue évolution historique ne peuvent tendre à disparaître que lorsqu'elles peuvent être remplacées par d'autres règles positives. Les règles qu'énoncent les projets de conventions ne sont pas de celles que les Etats peuvent accepter sans formuler de sérieuses réserves. La proposition tendant à créer un nouveau tribunal international ne ferait, en vérité, qu'affaiblir la Cour internationale de Justice, en la privant de l'une de ses fonctions les plus importantes, sans renforcer pour autant l'ensemble de l'organisation judiciaire internationale.

59. Les projets de conventions sont caractéristiques d'une tendance, la tendance à empiéter sur la compétence nationale des Etats ou à dépasser les limites du possible; cette tendance ne peut donner lieu qu'à des traités ou conventions voués à demeurer lettre morte, soit parce que les Etats refuseraient d'y adhérer, soit parce qu'ils formuleraient des réserves qui les rendraient absolument inopérants. Dans l'intérêt de leur

propre prestige, les organes juridiques des Nations Unies devraient résister à cette tendance.

60. De l'avis de M. Maúrtua, il faudrait communiquer une fois encore les projets de conventions aux gouvernements en leur demandant de présenter leurs observations et d'indiquer s'ils désirent faire des réserves. La Commission du droit international remanierait ensuite les textes, en tenant compte des réponses des gouvernements, et c'est alors seulement que lesdits textes pourraient être soumis à une conférence de plénipotentiaires, comme le propose la délégation des Pays-Bas. Le texte définitif qui serait élaboré pourrait être accompagné d'un protocole énonçant les diverses réserves qui auraient été formulées.

61. Mlle SOUTER (Nouvelle-Zélande) dit que, bien que le problème de l'apatridie ne se pose pas dans son pays, le Gouvernement néo-zélandais considère que les deux projets de conventions sont les textes les plus utiles qu'ait élaborés la Commission du droit international.

62. La Nouvelle-Zélande, comme bien d'autres pays, devrait modifier certaines dispositions de sa législation interne si elle devait être partie auxdites conventions; cela ne l'empêche cependant pas d'estimer qu'il conviendrait d'examiner les textes en vue d'adopter et d'ouvrir à la signature l'un d'entre eux ou même les deux. Mais elle ne pense pas que la Sixième Commission devrait, à la présente session, procéder à une étude détaillée des projets ni choisir le texte à adopter.

63. C'est pourquoi la délégation néo-zélandaise appuie le projet de résolution des Pays-Bas (A/C.6/L.329), qui tend à confier l'examen des deux projets à des représentants des gouvernements intéressés particulièrement compétents en matière de nationalité.

64. Elle ne peut appuyer le projet de résolution de la Syrie (A/C.6/L.330), car le Conseil économique et social a déjà examiné les deux projets de conventions et il ne peut plus rien faire d'utile à leur sujet.

La séance est levée à 13 h. 5.